

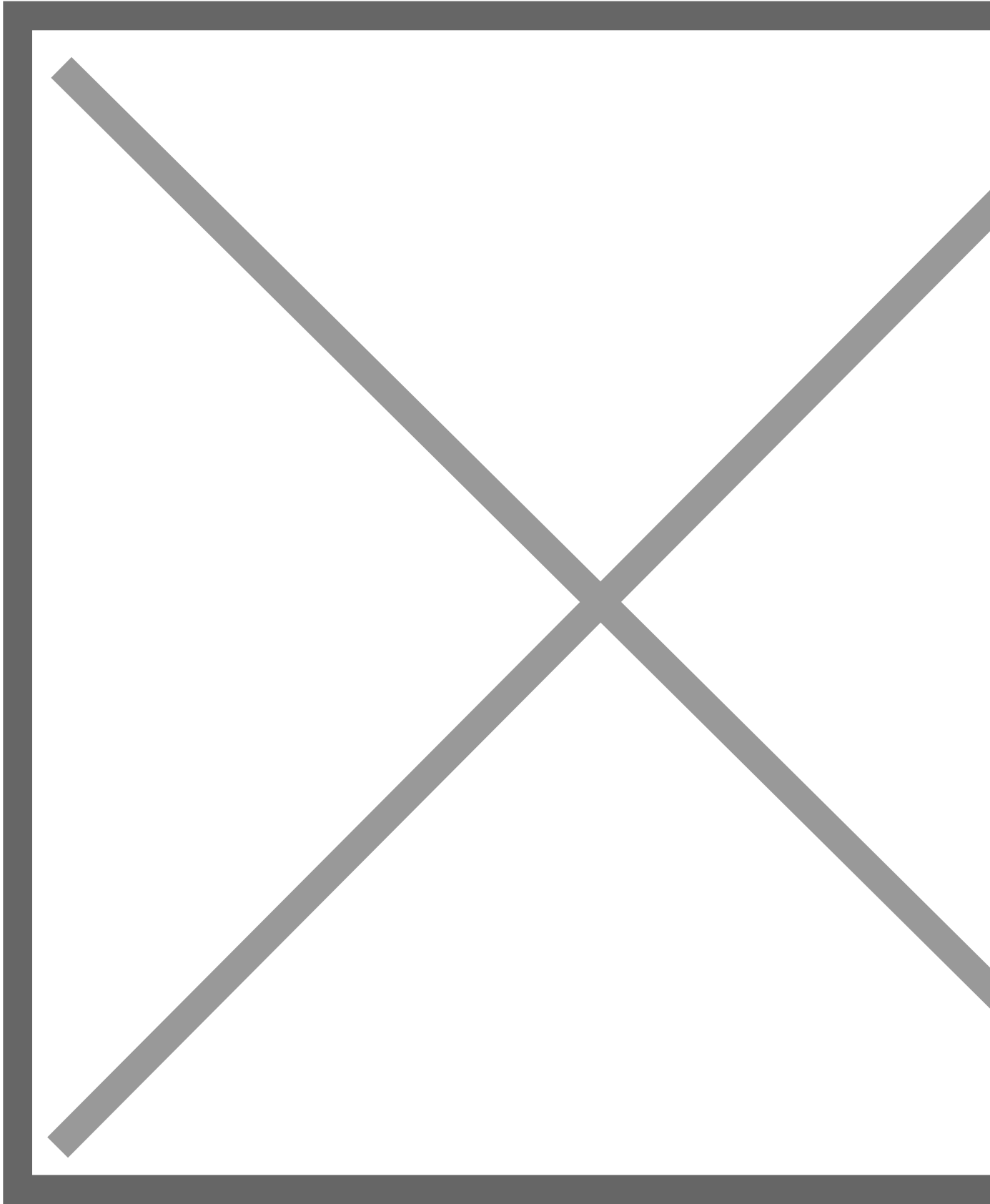
Lâ??offensive israÃ©lienne en Cisjordanie est le deuxiÃ¨me acte du gÃ©nocide de Gaza

## Description

Lâ??Agence MÃ©dia Palestine propose une traduction de cette analyse de Qassam Muaddi, journaliste palestinien, de la continuitÃ© de la stratÃ©gie militaire et politique israÃ©lienne.

*Lâ??assaut continu dâ??IsraÃ©l en Cisjordanie nâ??a pas pour but dâ??anÃ©antir la rÃ©sistance palestinienne. Il vise au nettoyage ethnique des Palestiniens de leurs foyers et prÃ©pare le terrain pour lâ??annexion.*

Par Qassam Muaddi, le 12 fÃ©vrier 2025



Des habitants inspectent les dégâts causés par les troupes israéliennes alors qu'elles se retirent du camp de réfugiés d'al-Farâ'a après une campagne de quatre jours, près de la ville

---

de Tubas en Cisjordanie, le 12 février 2025. (Photo : Mohammed Nasser/APA Images)

L'armée israélienne a étendu son offensive militaire en cours dans le nord de la Cisjordanie, du camp de réfugiés de Jénine aux camps de réfugiés de Nur Shams et d'al-Farâa à Tulkarem et Tubas. L'attaque israélienne a entraîné le déplacement d'au moins 40 000 Palestiniens, [selon l'UNRWA](#).

Des scènes de Gaza se répètent dans les camps de réfugiés du nord de la Cisjordanie, où les [résidents racontent](#) avoir été chassés de chez eux par l'armée israélienne alors que les soldats vont de maison en maison, séparent les hommes, les femmes et les enfants en différents groupes et les font sortir de leur quartier sous la menace d'une arme. « C'était très humiliant et douloureux », a déclaré mardi un résident du camp de réfugiés de Nur Shams à *Mondoweiss*.

Les trois camps de réfugiés et les villes environnantes sont au cœur d'une nouvelle vague de résistance armée palestinienne depuis 2021, en particulier à Jénine. Dans ces trois régions, les groupes de militants locaux palestiniens ont affronté les raids israéliens avec une efficacité croissante et une expérience grandissante, malgré des moyens très limités.

Israël a tenté de briser le phénomène croissant dans le nord de la Cisjordanie au cours des quatre dernières années. Mais en 2022, il a intensifié ses campagnes de représailles militaires avec l'opération [Briser la vague](#), en lançant des raids de plus en plus violents et disproportionnés dans les camps de réfugiés palestiniens. En juillet 2022, Israël a introduit les frappes aériennes en Cisjordanie pour cibler les combattants palestiniens à Jénine, avant d'étendre l'utilisation des frappes aériennes à d'autres parties du nord de la Cisjordanie.

Après le 7 octobre 2023, Israël a intensifié ses raids, profitant de la fureur post-7 octobre pour changer sa stratégie militaire en Cisjordanie. Selon des responsables israéliens, l'offensive actuelle, baptisée « Opération Mur de Fer », vise à « changer le statu quo sécuritaire » en Cisjordanie en éliminant définitivement la résistance armée, ce qui suggère que son objectif principal est motivé par la sécurité. Mais la véritable raison de l'escalade généralisée en Cisjordanie dépasse toute prétention de maintenir la « sécurité ».

### **Au-delà de la « sécurité »**

La flambée de violence israélienne après le 7 octobre n'était souvent pas accompagnée d'une explication sécuritaire, et une grande partie de celle-ci n'était pas dirigée contre des groupes armés. Israël a imposé des centaines de points de contrôle supplémentaires à travers la Cisjordanie et a arrêté jusqu'à 5 000 Palestiniens, dont plus de 3 600 en détention administrative, c'est-à-dire sans inculpation ni procès. Il a intensifié les démolitions de maisons dans la zone C (qui représente plus de 60 % de la Cisjordanie) et distribué des armes à feu aux colons qui ont déplacé de force jusqu'à 20 communautés rurales palestiniennes en Cisjordanie. La plupart de ces communautés étaient situées dans des zones qui n'avaient pas connu d'activité armée palestinienne depuis des années, comme dans les [collines du sud](#) et sur les pentes orientales de la [vallée centrale du Jourdain](#).

Plusieurs mois après le 7 octobre, en mai 2024, Israël a également abrogé la loi de désengagement israélienne de 2005, qui avait conduit Israël à retirer les colons de la bande de Gaza et du nord de la Cisjordanie à la suite de la deuxième Intifada. L'abrogation de cette loi a permis aux colons israéliens de retourner dans les colonies évacuées dans les régions de Jérusalem et de Naplouse.

En janvier, à la suite d'une fusillade palestinienne près de Qalqilya qui a tué trois Israéliens, le chef des conseils régionaux des colonies israéliennes, Yossi Dagan, a appelé l'armée israélienne à envahir les villes de Cisjordanie comme elle l'a fait à Gaza. Le ministre israélien des Finances et leader du sionisme religieux radical, Bezalel Smotrich, a appelé à faire de Jérusalem et Naplouse des villes comme Jabalia, en référence à la ville et au camp de réfugiés situés au nord de Gaza qu'Israël a [complètement détruits et dépeuplés de force](#) au cours des quatre derniers mois de la guerre, avant le cessez-le-feu actuel. Selon Smotrich, de telles actions, associées à l'expansion des colonies, rendraient impossible la création d'un État palestinien.

Lorsqu'un autre représentant de la droite religieuse dure, Itamar Ben-Gvir, a démissionné de son poste de ministre de la Sécurité nationale en opposition à l'accord de cessez-le-feu actuel, Smotrich n'a pas quitté le cabinet de Netanyahu, bien qu'il ait voté contre le cessez-le-feu. Les analystes ont critiqué l'offensive du « mur de fer » en Cisjordanie comme une concession de Netanyahu à Smotrich en échange de son abstention de démissionner, ce qui aurait mis en péril le cabinet de Netanyahu et l'aurait forcé à convoquer de nouvelles élections.

## La voie de l'annexion

Le principal projet politique de Smotrich a toujours été l'annexion et la colonisation massive de la Cisjordanie, qui est accompagnée de la destruction de toutes les possibilités de création d'un État palestinien. Avant le 7 octobre, Smotrich a déclaré que les [Palestiniens n'existaient pas](#) et que les villes palestiniennes de Cisjordanie, comme Huwwara, devraient être « rayées de la carte ». Dès 2017, il a présenté un « plan d'annexion pour le nettoyage ethnique des Palestiniens de Cisjordanie » qui accepterait pas de vivre sous la « souveraineté juive », leur donnant le choix entre quitter le pays ou être tués.

L'idée que Netanyahu aurait besoin de l'apaiser pour maintenir son gouvernement signifie que la Cisjordanie et la vie des Palestiniens qui y vivent sont le prix à payer pour le cessez-le-feu à Gaza et pour la survie politique de Netanyahu.

Mais ces ambitions en Cisjordanie sont également partagées par Netanyahu lui-même et par de nombreux membres de son cabinet qui sont issus de la base religieuse de droite et du mouvement des colons en Cisjordanie. Netanyahu lui-même avait promis en 2020 d'annexer de grandes parties de la Cisjordanie, en particulier la vallée du Jourdain, déclarant plusieurs reprises qu'il n'y aurait jamais d'État palestinien sous son mandat. Netanyahu a également déclaré, au début de sa carrière politique dans les années 1980, qu'Israël devrait saisir toutes les occasions pour déplacer le plus grand nombre possible de Palestiniens, tant de Cisjordanie que de l'intérieur des frontières de l'État israélien, et plus important encore, de Gaza.

En 2018, la Knesset israélienne a adopté une écrasante majorité la [loi sur l'état-nation](#), stipulant que l'autodétermination nationale entre le Jourdain et la mer Méditerranée n'appartient qu'au peuple juif. Lors de la dernière guerre contre Gaza en juillet 2024, la Knesset israélienne a adopté une résolution, également une écrasante majorité, rejetant la création d'un état palestinien o<sup>1</sup> que ce soit en Palestine historique. Ces deux textes de loi font écho aux appels de la droite religieuse israélienne en faveur d'une colonisation et d'une annexion complètes de la Cisjordanie, ce qui témoigne d'une forte volonté au sein de la politique et de la société israéliennes de concrétiser enfin cette ambition. Pour les Palestiniens de Cisjordanie, cela signifie qu'ils sont dans la ligne de mire, avec l'horizon immédiat la destruction et l'expulsion forcée, qu'elle soit partielle ou totale.

Sans perspective de fin et avec les déclarations israéliennes selon lesquelles l'offensive du « mur de fer » inclura toute la Cisjordanie, il devient clair que l'attaque israélienne n'est pas une mesure de sécurité. C'est un instrument pour réaliser les aspirations politiques de la droite sioniste. La première étape a entraîné le déplacement de 40 000 Palestiniens des camps de réfugiés du nord de la Cisjordanie, mais cela ne s'arrêtera pas là. Alors que le fragile cessez-le-feu à Gaza touche sa fin, les Palestiniens se préparent à ce qui pourrait suivre en Cisjordanie, craignant que ce à quoi ils sont confrontés ne soit que le début d'un nouveau chapitre dans la guerre d'Israël contre le peuple palestinien.

Qassam Muaddi est le rédacteur palestinien de Mondoweiss. Suivez-le sur Twitter/X à [@QassaMMuaddi](#).

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine  
Source : [Mondoweiss](#)

**date créée**  
2025/02/14